LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel Anarcho-syndicaliste de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées

La lettre du C.D.E.S ISSN 1240-0009 - CPPAP 72171

RENFORCER LA SOLIDARITE

N° 81- Juin, Juillet, Août 2003 1.5 euros

Les ficelles de la République. "Retraites" : renforcer la solidarité au lieu de la casser. Aucune note inférieure à 15. Non à l'AGCS. Les profs sont dans la rue. D'un Ferry à l'autre. Une belle manifestation. Avantages sociaux ? Libres. Montpellier : le retour. Daewo. Blagnac.combat au quotidien. Millau : comment on s'organise ? Chroniques de prison. Refuznicks, le courage de refuser.Anarchie en Irakie. Argentine. Voyage en Algérie. Racisme et laïcité. Affaire Alègre : bavure d'État.

La Lettre du C.D.E.S
bulletin du réseau
LE COMBAT SYNDICALISTE
est le bimestriel de l'union régionale Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

Pour contacter le journal
Le Combat Syndicaliste
7, rue St-Rémésy
31000 Toulouse
Tél-Fax : 05 61 52 86 48
Vous pouvez également le consulter en ligne sur :
http://cnt-ait.info
(animé par la CNT-AIT d'Auxerre et de Toulouse)

Abonnement un an
Tarif normal : 7.5 euros
Abonnement de soutien :15 euros ou plus
libellez vos chèques à l'ordre de :
CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

Pour contacter le secrétariat régional
CNT-AIT, B.P. 158
82001 Montauban cedex

Autres adresses
Secrétariat de l'AIT
AIT, NSF boks 1977, Vika, N-0121 OSLO, Norvège.
CNT, Bureau confédéral
B.P. 51142, 34008 Montpellier Cdx 1.
UR Aquitaine
CNT, BP 8176, 64181 Bayonne Cdx.
UR Méditerranée
CNT, 9 rue Duchalmeau, 66000 Perpignan.
UR Normandie
CNT, BP 2010, , 14019 Caen Cdx.
UR Paris-Nord
CNT, BP 352, 75526 Paris Cdx 11.
UR Centre
CNT, BP 1303, 37013 Tours Cdx.
Rhônes-Alpes
CNT, BP 223, 38405 St Martin d'Héres Cdx.

La Lettre du C.D.E.S
ISSN 1240-0009 CPPAP 72171
Directeur J. Pastor
IMP.SPE CNT.AIT
Le C.S. est rédigé, réalisé et imprimé à titre militant par des adhérents de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, après leur journée de travail.

LES FICELLES DE LA RÉPUBLIQUE

Ce texte s'adresse avant tout aux stratèges de la défaite, aux spécialistes de l'abandon comme aux doux rêveurs de l'autogestion pacifiste. Lorsque la rue se peuple de banderoles syndicales, les voilà tout en joie, parlant de futurs enchantés demain-matin-dès-l'aube promis et de révolution de velours, le pouvoir rendant les armes et la caisse au moindre grincement de dents du prolétaire, c'est bien connu. Mais au moindre bruissement de négociation ou de danses de Grenelle syndicales, les voilà qui pleurent l'espoir envolé et la révolution perdue dans les couloirs télévisés des assemblées. "*Faisons la grève avant les exam*" recommandait l'étudiant si FIDEL, soucieux de ses lendemains de cadre au soleil éternel du libéralisme et de ses vacances. A croire que la sociale est affaire d'emploi du temps, de météo ou de slogan mobilisateur. Certes, les manifs populaires et multicolores valent mille fois le silence et la grisaille du quotidien, mais on est loin de la révolte. La révolte, elle commence tout juste lorsque la manif dérape ou s'entête, quand les organisations syndicales nous disent de rentrer nous coucher parce que l'on bosse le lendemain et que quelques-uns leur répondent que demain c'est repos, c'est regrève... et que les autres, tous les autres applaudissent. Au fond, au risque jouissif de décourager à jamais les chantres de l'abandon, les manifs du moment ne sont qu'un des outils de gestion de la paix sociale. Après les manifs syndicales, il y a les négociations avec spectacle, poing sur la table et jeux de chaise musicale. Si cela ne suffit pas, il y a la consultation populaire, le débat des élites sur le fond, le référendum, le changement de gouvernement, les élections législatives ou présidentielles s'il le faut. On pourrait les appeler les ficelles de la république. Après, si vraiment tout cela ne suffisait pas, il y a la force avec toutes les variantes que l'on connaît, de la provocation à l'occupation et la répression militaire. La république ne manque pas d'instruments de manipulation pour renvoyer les petits au boulot et les grands aux assemblées.

Lorsque l'on repose les pieds sur terre et que l'on ne se rêve pas en Bakounine de fanfare (Bakounine ! Au fait, combien d'années de zonzon ?), on vit ces manifs comme des brèches, comme des instants privilégiés où les gens, décadenacés du boulot et du quotidien marchand, ouvrent leurs oreilles et leur parole, redeviennent davantage solidaires, inventifs, critiques, partageurs. Ce sont des moments où nos idées pour un monde fraternel peuvent être entendues et partagées. Ce sont aussi des moments où nos pratiques de l'action directe et de la démocratie directe peuvent être mises à l'épreuve. Mais attention, pas de mistoufle, pas d'arnaque. Ce que l'on a à dire et à faire concerne bien une critique globale et un changement radical de société et l'instauration d'un monde sans classe ni privilège. Pour nous, le seul succès qui vaille serait l'abolition des retraites, du salariat, de l'Etat, des églises et l'émergence d'une organisation autogestionnaire, sans centralisme ni hiérarchie des tâches ou des fonctions. Dans ces manifs, nous avons toute notre place, mais pas pour mendier une retraite moins miséreuse ou un maigre salaire à vie. Non, nous ce que l'on veut, c'est une vraie vie, sans salaire ni retraite, sans profit ni misère, avec du temps pour des tâches collectives, mais surtout toute la vie pour apprendre à vivre. Au final, dans ces manifs encadrées et gérées par le pouvoir syndical et policier, notre tâche est surtout de semer la rage et de rendre l'espérance. Eux s'en désolent, nous on la sème.

LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel Anarcho-syndicaliste de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées

La lettre du C.D.E.S ISSN 1240-0009 - CPPAP 72171

RENFORCER LA SOLIDARITE

N° 81- Juin, Juillet, Août 2003 1.5 euros

Les ficelles de la République. "Retraites" : renforcer la solidarité au lieu de la casser. Aucune note inférieure à 15. Non à l'AGCS. Les profs sont dans la rue. D'un Ferry à l'autre. Une belle manifestation. Avantages sociaux ? Libres. Montpellier : le retour. Daewo. Blagnac.combat au quotidien. Millau : comment on s'organise ? Chroniques de prison. Refuznicks, le courage de refuser.Anarchie en Irakie. Argentine. Voyage en Algérie. Racisme et laïcité. Affaire Alègre : bavure d'État.

La Lettre du C.D.E.S
bulletin du réseau
Le Combat Syndicaliste
est le bimestriel de l'union régionale Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

Pour contacter le journal
Le Combat Syndicaliste
7, rue St-Rémésy
31000 Toulouse
Tél-Fax : 05 61 52 86 48
Vous pouvez également le consulter en ligne sur :
http://cnt-ait.info
(animé par la CNT-AIT d'Auxerre et de Toulouse)

Abonnement un an
Tarif normal : 7.5 euros
Abonnement de soutien :15 euros ou plus
libellez vos chèques à l'ordre de :
CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

Pour contacter le secrétariat régional
CNT-AIT, B.P. 158
82001 Montauban cedex

Autres adresses
Secrétariat de l'AIT
AIT, NSF boks 1977, Vika, N-0121 OSLO, Norvège.
CNT, Bureau confédéral
B.P. 51142, 34008 Montpellier Cdx 1.
UR Aquitaine
CNT, BP 8176, 64181 Bayonne Cdx.
UR Méditerranée
CNT, 9 rue Duchalmeau, 66000 Perpignan.
UR Normandie
CNT, BP 2010, , 14019 Caen Cdx.
UR Paris-Nord
CNT, BP 352, 75526 Paris Cdx 11.
UR Centre
CNT, BP 1303, 37013 Tours Cdx.
Rhônes-Alpes
CNT, BP 223, 38405 St Martin d'Héres Cdx.

La Lettre du C.D.E.S
ISSN 1240-0009 CPPAP 72171
Directeur J. Pastor
IMP.SPE CNT.AIT
Le C.S. est rédigé, réalisé et imprimé à titre militant par des adhérents de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, après leur journée de travail.

Les ficelles de la République

Ce texte s'adresse avant tout aux stratèges de la défaite, aux spécialistes de l'abandon comme aux doux rêveurs de l'autogestion pacifiste. Lorsque la rue se peuple de banderoles syndicales, les voilà tout en joie, parlant de futurs enchantés demain-matin-dès-l'aube promis et de révolution de velours, le pouvoir rendant les armes et la caisse au moindre grincement de dents du prolétaire, c'est bien connu. Mais au moindre bruissement de négociation ou de danses de Grenelle syndicales, les voilà qui pleurent l'espoir envolé et la révolution perdue dans les couloirs télévisés des assemblées. "*Faisons la grève avant les exam*" recommandait l'étudiant si FIDEL, soucieux de ses lendemains de cadre au soleil éternel du libéralisme et de ses vacances. A croire que la sociale est affaire d'emploi du temps, de météo ou de slogan mobilisateur. Certes, les manifs populaires et multicolores valent mille fois le silence et la grisaille du quotidien, mais on est loin de la révolte. La révolte, elle commence tout juste lorsque la manif dérape ou s'entête, quand les organisations syndicales nous disent de rentrer nous coucher parce que l'on bosse le lendemain et que quelques-uns leur répondent que demain c'est repos, c'est regrève... et que les autres, tous les autres applaudissent. Au fond, au risque jouissif de décourager à jamais les chantres de l'abandon, les manifs du moment ne sont qu'un des outils de gestion de la paix sociale. Après les manifs syndicales, il y a les négociations avec spectacle, poing sur la table et jeux de chaise musicale. Si cela ne suffit pas, il y a la consultation populaire, le débat des élites sur le fond, le référendum, le changement de gouvernement, les élections législatives ou présidentielles s'il le faut. On pourrait les appeler les ficelles de la république. Après, si vraiment tout cela ne suffisait pas, il y a la force avec toutes les variantes que l'on connaît, de la provocation à l'occupation et la répression militaire. La république ne manque pas d'instruments de manipulation pour renvoyer les petits au boulot et les grands aux assemblées.

Lorsque l'on repose les pieds sur terre et que l'on ne se rêve pas en Bakounine de fanfare (Bakounine ! Au fait, combien d'années de zonzon ?), on vit ces manifs comme des brèches, comme des instants privilégiés où les gens, décadenacés du boulot et du quotidien marchand, ouvrent leurs oreilles et leur parole, redeviennent davantage solidaires, inventifs, critiques, partageurs. Ce sont des moments où nos idées pour un monde fraternel peuvent être entendues et partagées. Ce sont aussi des moments où nos pratiques de l'action directe et de la démocratie directe peuvent être mises à l'épreuve. Mais attention, pas de mistoufle, pas d'arnaque. Ce que l'on a à dire et à faire concerne bien une critique globale et un changement radical de société et l'instauration d'un monde sans classe ni privilège. Pour nous, le seul succès qui vaille serait l'abolition des retraites, du salariat, de l'Etat, des églises et l'émergence d'une organisation autogestionnaire, sans centralisme ni hiérarchie des tâches ou des fonctions. Dans ces manifs, nous avons toute notre place, mais pas pour mendier une retraite moins miséreuse ou un maigre salaire à vie. Non, nous ce que l'on veut, c'est une vraie vie, sans salaire ni retraite, sans profit ni misère, avec du temps pour des tâches collectives, mais surtout toute la vie pour apprendre à vivre. Au final, dans ces manifs encadrées et gérées par le pouvoir syndical et policier, notre tâche est surtout de semer la rage et de rendre l'espérance. Eux s'en désolent, nous on la sème.

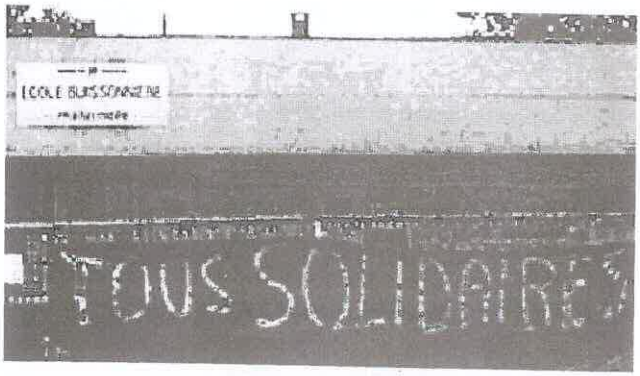
RENFORCER
la solidarité au lieu de la casser

C'est en 1993 qu'a débuté la réforme des retraites : d'un coup, on en a pris pour 2,5 ans de plus dans le privé.

A l'époque, peu de manifs. Pas de mobilisation dans le secteur public. Pendant 10 ans, le fossé s'est agrandi entre les fonctionnaires et les travailleurs du privé. Ceci dit, la fonction publique, c'est très disparate : il y a des militaires*(1) et des facteurs, des CRS et des hospitaliers... Il y a aussi les enseignants... pendant 10 ans on a entendu les leaders de leurs syndicats représentatifs attaquer les jeunes, leur "incivilité", leur "violence". On a aussi vu pas mal de reportages bavant sur le pouvoir d'achat des retraités qui serait très (trop ?) élevé. Attaques contre les jeunes d'un côté, contre les vieux de l'autre, cette préparation idéologique et médiatique du terrain par le pouvoir, a tout fait pour nous diviser.

_ 1 - ils y en a 500 000, qui, eux, ont droit, à la retraite à partir de 15 ans de service.

Après ça, nos maîtres, ont pensé qu'il était l'heure de nous faire passer à la casserole. Certains, qui l'avaient oublié, redécouvrent brutalement ce qu'est le système capitaliste.



La lutte s'étend

Le massif mouvement de l'hiver 1995 contre le plan Juppé et sa tentative -entre autres mesures- d'imposer aux fonctionnaires une augmentation de leur durée de cotisation, n'aura pas servi à rien. Aujourd'hui, les acteurs de la lutte s'expriment en Assemblées Générales et organisent leur dynamique en dehors des inefficaces journées de lutte proclamées par les directions syndicales. Au départ, cela s'est surtout exprimé dans les mouvements des enseignants contre la décentralisation. Avec la réforme des retraites qui a généralisé l'inquiétude, les luttes de l'enseignement ont retrouvé de la vigueur à la rentrée des vacances de Pâques jusqu'à se retrouver en pointe d'une contestation qui gagne du terrain. D'ailleurs, la grogne monte dans la population entière qui a du mal à digérer l'allongement du temps de cotisation pour la retraite de tout le monde. On sent qu'après la régression sur les retraites, il y aura l'attaque contre la sécu.

Des formes d'action originales qui visent à l'unité apparaissent, comme l'occupation et le fonctionnement des écoles avec les parents, le principe de grèves reconductibles et perlées. La possibilité de la jonction des uns et des autres, tous concernés par cette question fondamentale de société qu'est la répartition des richesses, devient désormais possible. Pour l'État et le patronat c'est un danger important que de voir se réaliser l'unité autour de cette question. Alors, contre l'unité à la base, il sort de son chapeau l'unité des appareils syndicaux.

"L'unité syndicale", 1ère manoeuvre de division

La base ne s'épuisant pas et commençant à s'auto-organiser, l'unité syndicale s'est en effet très rapidement et presque miraculeusement réalisée. Le 13 mai 2003,

SUITE PAGE 4

raffarien : 0/20

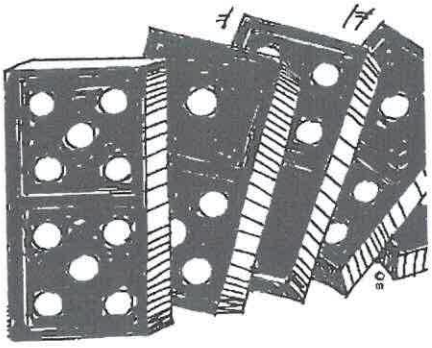
Pour exploser les retraites, on nous assomme depuis des années avec un seul et unique argument : *"En 1960, quatre actifs finançaient la pension d'un retraité ; en 2000, ils n'étaient plus que deux ; en 2020, chaque actif devra subvenir aux besoins d'un retraité"**(1). Tentative de manipulation minable : ce qui compte, ce n'est pas le nombre d'actifs, ce sont les richesses produites. C'est ça qu'il y a à répartir. Or, entre 1960 et 2000, la productivité a fait un bond ! Si on suit le raisonnement "économique" de la maison "Raffarien et compagnie", vu les gains de productivité, toutes les pensions de retraite devraient être augmentées dès aujourd'hui !

_ 1 Propos de Raffarin, dans la page de propagande publiée (à nos frais) dans tous les quotidiens le 7 mai 2003.

SUITE DE LA PAGE 3

on nous a rejoué le coup du "*tous ensemble*". En quoi cela a-t-il consisté ? Et bien, aux secteurs les plus combatifs se sont joints tous les permanents élus et bureaucrates qui peuvent exister dans les partis et syndicats divers. Ils sont tous venus avec leur panoplie. Mais bien entendu, ils ont "oublié" d'étendre vers le secteur privé la lutte autour de la retraite et du problème de la répartition des richesses. Les routiers fournissent un bon exemple. Ils étaient déjà partis tous seuls au casse-pipe syndical en novembre 2002 pour défendre le CFA (Congé de fin d'activité, donc les départs en retraites). Le renouvellement du blocage des dépôts d'essence, qu'ils avaient lancé alors, s'il s'était produit le 13 mai, joint à celui des transports publics, aurait peut être été déterminant. Mais les grandes centrales, pourtant toutes représentées dans ce secteur, se sont bien gardées de lancer le moindre appel efficace aux routiers pour qu'ils rejoignent le mouvement. Et ce n'est qu'un exemple entre mille.

En fait, ici comme dans beaucoup de périodes que nous avons vécues, "l'unité syndicale", loin d'élargir l'action, est une étape clas-



sique de reprise en main et de contrôle du mouvement de lutte à la base. Un mouvement qui aujourd'hui menace de s'amplifier autour des retraites et de s'étendre à d'autres catégories de la population. La reprise en main consiste pour une grande part à réunir tous les petits mouvements épars de la fonction publique au sein de l'encadrement syndical et politique traditionnel. C'est-à-dire à opérer la jonction des forces vives de la lutte avec les professionnels de l'inertie. Ces derniers ne manquant jamais d'air, ils ne se sont pas gênés pour détourner le sens de la manifestation du 13 mai (c'est-à-dire le rejet massif de la régression sociale) en interprétant dans les médias le nombre élevé de manifestants comme un soutien massif aux bureaucraties syndicales. Ils ont légitimé leur représentativité en utilisant la rue, et ensuite ils sont allés souper au ministère dès le 14 mai.

Pour eux le gâteau, pour nous les miettes

Depuis des décennies, la production augmente. De plus en plus de richesses sont produites par les travailleurs du monde entier. En France, le niveau des salaires diminue et les retraites sont menacées ; dans le monde, les populations crèvent de faim, d'absence de médicaments, d'abondance de guerres. Comme toujours, on nous impose des sacrifices et on nous exclue des bénéfices. Les salaires et les retraites sont un bel exemple : ce sont toujours les mêmes qui profitent et se remplissent les poches. Exemples : le PDG d'Alcatel touche 150 millions d'euros par an. Un bien jeune retraité (58 ans), Alain Juppé, cumule sa pension civile d'inspecteur des finances (largement supérieure au salaire médian français) avec moultes et grasses indemnités électorales ...

Échec des endormeurs

Dans le tract diffusé par la CNT-AIT le 13 mai, on pouvait lire : " *Il n'y a rien à attendre des organisations syndicales et des partis politiques qui participent aux élections, qui cogèrent le système et qui en profitent. En 30 ans de "négociations", ils ont perdu ce qu'on avait gagné en 30 jours de grève générale en 68. Le pire qui pourrait arriver, c'est qu'ils négocient encore !*". Ce pire, tout à fait prévisible, est bien sûr arrivé et démontre, si besoin était, le bidonnage qu'est l'unité syndicale : le 15 mai, soit à peine 48 heures après la "grande union de toutes les forces syndicales", les centrales nous ont joué l'air de la division lors de négociations autour d'un projet rejeté par la quasi-totalité des manifestants. A partir de cet instant, l'institution syndicale a un pied dans chaque camp. Il y a les syndicats traîtres et les autres. Nous verrons dans les prochaines semaines que les derniers se feront fort d'expliquer que, par la faute des premiers, avec lesquels hier ils étaient unis, ils se trouveront dans la triste obligation de négocier à leur tour à la baisse, et, "*mon pauvre monsieur, nous diront-ils, faudra vous contenter de ce qui aura été négocié*".

En attendant, ils accompagnent les gens qui restent en lutte en espérant qu'ils se fatigueront peu à peu. Là encore ils pousseront à des actions qui vont accélérer la division. Un exemple : les transports en commun. Soit il y a appel clair net et précis à la grève générale interprofessionnelle et la paralysie des transports est une aide à la grève générale. Soit il y a appel à étendre le mouvement avec des grèves sectorielles (SNCF, RATP..), et dans ce cas, la technique habituelle de grève empoisonne la vie des usagers et conduit à la division. Cela, alors que les moyens de construire la solidarité nécessaire à l'extension de la lutte existent, comme par exemple ouvrir les portillons et ne faire aucun contrôle pendant la durée de la grève, donc rendre les transports gratuits. Mais les syndicats refuseront d'appeler à la mise en place de la gratuité sous prétexte que c'est illégal. Pourtant, les enseignants ont montré que des

_ 2 - d'autres possibilités d'action, comme l'attribution d'une note élevée à tous les candidats existent (voir p.10) et vont dans le sens de l'unité.

SUITE PAGE 5

_ LES PROFS ET LES INSTITS SONT DANS LA RUE !

Chouette !

Ce sont les élèves qui sont contents : ça leur fait des vacances !
Et contre quoi ils manifestent, les profs ?
Contre l'allongement de la durée de leur boulot ? Ils ont bien raison !
Contre la régionalisation des moyens pour l'école et pour le maintien de l'école publique, laïque, et tout ça ? Bon !
À les voir défiler avec leurs banderoles et leurs slogans, on se prendrait presque à rêver... à rêver qu'ils y restent, dans la rue, pour enfin se mettre à lutter :
- Contre l'école à deux vitesses qui existe déjà, et qui oriente les gosses de pauvres vers les boulots de pauvres dès la sortie de l'école primaire,
- Contre la mainmise du marché sur l'école, bardée de publicités et qui se contente de former les travailleurs dont les patrons ont besoin pour faire marcher leurs entreprises,
- Contre l'école autoritaire, où les gosses apprennent à la fermer et à obéir à leur instit et où les ados doivent continuer d'en faire autant face à leur prof-flic, qui peut maintenant les faire mettre en tôle*(1).
C'est sûr que si les profs se mettaient à manifester contre tout ça, et pour une véritable école pour tous,
Où tous auraient les mêmes chances d'apprendre et la possibilité de choisir un métier, parce qu'on ne formerait pas de la main d'œuvre mais des êtres humains conscients et responsables,
Où on utiliserait la curiosité spontanée des enfants pour leur enseigner des connaissances, leur appétit des autres pour leur apprendre à vivre ensemble et où on leur donnerait des outils pour leur permettre de se prendre eux-mêmes en charge, au lieu de leur apprendre la soumission,
Alors...
Le pouvoir aurait peur pour de bon, parce que quand ces enfants seraient devenus des adultes, on ne pourrait pas les manipuler comme des moutons,
Et moi, je crois que je me mettrais à aimer l'école !

Une mère d'élève.

D'UN FERRY A L'AUTRE _

Toute politique éducative s'enracine dans l'idéologie. Les professions s'y reconnaissent. Ainsi, un certain nombre d'enseignants ont manifesté aux cris de "*Jules, reviens, Luc est devenu fou*", slogan peut-être plus révélateur qu'il n'y paraît à première vue.

Ces professeurs apparemment légitiment leur existence sur une figure politique, celle de Jules Ferry qui, après tant d'années, est devenu le symbole d'une revendication égalitaire. On oublie l'histoire. Il n'est pas difficile de voir ce qu'est l'école et ce qu'elle fait aux enfants. On pose Ferry comme l'instigateur de l'école unique. Il se trouve juste que ce n'est pas le cas. Il a légitimé un système dual qui existait déjà. Il y avait l'école d'un côté, mais aussi le lycée et l'université de l'autre, où n'avaient -et n'ont accès- que certaines classes sociales. On viendra me parler d'égalité... Qui passe le bac ? Quel bac ? Qui va à l'université ? Qui y a-t-il en SEGPA ? Pourquoi n'y a-t-il aujourd'hui encore que 6 % d'enfants d'ouvriers à l'université ?

Ferry a développé le principe de la méritocratie, fondée sur la sélection. Il se trouve juste que l'examen est un acquis social, c'est donc un système où la topologie décide de tout. La perversité vient du fait que, sur ces soi-disant bases égalitaires, l'on nous persuade que les exclus seraient responsables de leur exclusion. Ferry fut un des instigateurs du colonialisme, qu'il développa sur un présupposé scientifique d'universalité. Mais, de quelle science s'agissait-il ? L'école est un lieu de contrôle social où s'exerce une violence symbolique, de moins en moins symbolique d'ailleurs. Dans ce contexte, la laïcité de Ferry et la citoyenneté ne sont que des moyens de maintien de l'ordre national et du conformisme social.

Pourquoi l'école est-elle en crise ? Parce que les élèves en ont assez qu'on les baratine avec des discours de citoyenneté, de violence à l'école... (seuls des professeurs ont été séduits par ce discours : ils semblent revivre la "*mission civilisatrice*" première de l'école républicaine). Parce qu'il est désormais visible que son rôle "*d'ascenseur social*" n'a jamais fonctionné que comme alibi. Parce que le gouvernement voit bien qu'elle est inefficace dans son rôle de maintien de l'ordre social alors que ce rôle est si bien rempli par les médias. C'est bien pour cette dernière raison qu'il lui "coupe les vivres" !

Alors, puisque l'école est en crise, profitons-en. Transformons la "crise" en critique sociale.

Isa.

UNE BELLE MANIFESTATION

Depuis le début, des copains et sympathisants sont impliqués dans les grèves de la fonction publique et participent aux assemblées générales et à la lutte.

A partir du 13 mai, ceux d'entre nous qui n'étaient pas directement en lutte (tout le monde n'est pas fonctionnaire, et la lutte n'a pas encore démarré dans tous les secteurs de la fonction publique !) ont décidé de contribuer à apporter leur point de vue au mouvement. Et, puisque sur nos lieux de travail il n'y a pas (encore) de grève, un des axes retenus a été d'intervenir auprès des manifestants en diffusant nos idées dans des tracts. Au milieu de la platitude des tracts réformistes, notre objectif était d'amener une réflexion sur le fond du problème. Plus de 10 000 tracts ont été ainsi distribués, et dans les multiples discussions qu'ils ont provoquées nous avons trouvé qu'ils étaient de mieux en mieux jugés (en dehors de quelques permanents syndicalo-politiques, bien sûr furibards à leur seule lecture). C'est pourquoi, le 27 mai, nous nous sommes organisés dans la manifestation pour former un cortège anarcho-syndicaliste. Comme les compagnons de la CGA*[1] avaient également le même point de vue que le nôtre, nous nous sommes spontanément retrouvés.

Ce fut une belle journée, une dizaine de drapeaux noirs, une banderole noire-et-rouge de la CNT-AIT, encore des tracts, des autocollants ... peu à peu, un cortège libertaire s'est formé derrière celui des fonctionnaires qui regroupait 30 000 manifestants. Cela nous a permis de regrouper non seulement des adhérents et des sympathisants mais surtout de rencontrer de simples lecteurs du "Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées", qui sont en grève depuis un bon moment : IATOSS (personnels de service de l'Education nationale), postiers, enseignants, archéologues, chercheurs, ainsi que quelques autres salariés du privé. Tous étaient contents de nous voir à leurs côtés et nous ont fait part de leur ras le bol devant les pratiques des syndicats.

*1 : CGA - Groupe Albert Camus. Ce groupe a unanimement quitté la Fédération Anarchiste pour protester contre le fait que des militants de cette organisation aient appelé à voter Chirac au 2ème tour des présidentielles en mai 2002.

LE LOCAL DE LA CNT DEGRADE

Le 5 juin était annoncé à Toulouse comme une journée de lutte particulièrement forte, puisque de multiples barrages filtrants étaient prévus à toutes les entrées de la rocade. La veille, le local de la CNT-AIT, 7 rue St Rémésy a fait l'objet de dégradations qui ne nous ont pas permis de l'utiliser pendant quelque heures. Ces dégradations étaient revendiqués par une affichette (anonyme) couverte de propos hostiles aux grévistes. Cela se situent dans un contexte : ce même jour l'UMP et autres amis des patrons ont tenté d'organiser une manifestation anti-grève. Leur tentative a sombré dans le ridicule. La journée du 5 juin a été un succès. La lutte continue.

Foutons-les à la retraite sans indemnité !

Ce ne sont pas seulement les retraites qu'ils nous volent, c'est toute notre vie.

Refusons le mépris des patrons et de leurs valets. Refusons les négociations-magouilles et leurs débats de bouffon. Le spectacle de la pseudo-démocratie parlementaire ne trompe plus grand monde. La plupart des gens ne croient plus les hommes politiques et les bateleurs syndicaux. Ils ont raison. Plus d'un français sur deux ne va plus voter.

Négociations entre élus sur le dos du peuple, référendum à sens unique, élections de cliques politiques, tout ça, c'est du bidon, du mauvais grain pour nous, mais du gros blé pour les patrons.

Nous voulons décider par nous-mêmes de notre vie. Nous ne voulons plus engraisser la bourgeoisie des banquiers et des parvenus, ni respecter leur loi du profit à tout prix. Le capital nous fait une vie de chien en laisse. Foutons-les définitivement à la retraite, sans indemnité !

Avantages sociaux ?

Ce qui est rigolo, mais pas amusant du tout, à propos des manifestations actuelles, c'est que les manifestants pourraient apparaître plus conservateurs que le gouvernement. D'ailleurs le gouvernement n'est pas conservateur, il se revendique du libéralisme. Les réformes gouvernementales n'étant qu'un des effets du capitalisme et du libéralisme, ces manifs contre la réforme des retraites et de l'éducation dite nationale ont donné lieu, pour des syndicats dits ouvriers, pour des "anarcho-syndicalistes" aussi, à des contestations de chiffres semblablement à un placement boursier ou la gestion d'un capital. Réforme pourrie, touchez pas à nos acquis ! Ici, peu de mise en cause radicale, chez les manifestants, du capitalisme et du libéralisme dont nous vivons, plus ou moins bien, quasiment tous, sauf ceux qui en crèvent. Ou, autrement dit, peu de mise en cause radicale du capitalisme et du libéralisme dont nous crevons, plus ou moins bien, quasiment tous, sauf ceux qui en vivent.

Ce matin de manifestation, une libertoïde avec qui j'en discute me répond : "c'est récurrent". Elle parle comme à la télé, c'est récurrent, donc pas la peine d'en parler. La manifestante, donc, voulait dire que gueuler pour préserver des acquis sociaux, précédemment arrachés au capitalisme, implique que l'on gueule aussi, sans le dire, contre le capitalisme. C'est récurrent. Mais c'est pas si récurrent que ça. A gueuler seulement que ces acquis sont menacés, voire gueuler que ses acquis sont menacés et gueuler contre les réformes et pas davantage, pourrait signifier aussi que l'on n'était pas si mal avant quand bien même le partage avec le capitalisme pourrait certes être plus avantageux. C'est ce qu'on appelle, chez beaucoup de travailleuses et travailleurs, "les avantages sociaux". Par définition, d'autres travailleurs en ont moins -c'est récurrent, donc pas la peine de le dire- ou parfois en ont plus. Là, il faudrait peut-être gueuler ?...

Cette forme de gueulante et de récurrence illustre des intérêts différents*(1). Un changement radical de société implique une redéfinition des acquis et, plus exactement, de la notion d'acquis. Il faudrait remonter ainsi le raisonnement récurrent, qu'il n'aurait jamais fallu descendre, à propos de la notion variable "d'acquis sociaux" qui peut caractériser ou différencier marxisme et anarchisme, syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme.

Je ne dis pas qu'il ne s'agisse pas de gueuler et qu'il s'agisse de se laisser presser comme un citron. Bien au contraire. Mais, ici, à seulement manifester pour préserver des acquis, garder les pourboires qu'on veut nous reprendre, contester des chiffres ou des réformes, il eut été presque révolutionnaire, nous ne l'avons pas fait, de leur filer pour la prochaine fois une plate plate-forme revendicative !

Raymond (Perpignan)

_ 1 : Le prolétariat *"s'est séparé en catégories aux intérêts profondément différent ... Le socialisme ne peut s'instaurer sans mettre fin au marché du travail et à ses caractéristiques. Les moyens de production capitalistes créés pour les besoins du capita, pour la recherche du profit, pour l'exploitation, ne peuvent pas servir directement au socialisme. Tels qu'ils sont, sans radicale métamorphose, ces moyens de production entraînent nécessairement la hiérarchisation des fonctions sur le plan du travail qui se traduisent finalement, sur le plan social, par une sorte de régime des castes'.* Julien Coffinet, "Masses, socialisme et liberté : il y a cent ans, le Manifeste !", édité en ...1948.

Ni retraites Ni salaires Ni chômeurs : libres

Allons, pauvres, travailleurs, chômeurs, exclus du partage de la richesse que produit notre labeur par notre avilissement quotidien, en échange duquel le capital nous octroie dans son infâme générosité quelque monnaie afin de nous vendre notre vie !

Allez, encore un petit effort : nous coûtons trop cher à la classe dirigeante. Travaillons, travaillons pour entretenir la bourgeoisie, les nantis qui nous dirigent et nous gouvernent, et contentons-nous de faire confiance aux politiciens et syndicats cogestionnaires de notre passé, notre présent et notre avenir, basés sur la course aux profits, la destruction de la vie, le massacre des populations et de la planète. Focalisons nous ici sur les miettes qu'il nous restera pour pouvoir se payer du pain, des poireaux et un toit, de quoi passer une retraite en attendant d'en crever !

Focalisons nous sur la chance que nous avons d'avoir un RMI, maintenant RMA, comme perspective de vie pour certains d'entre nous ! Allez, manifestons, suivons une fois de plus les mêmes meneurs, élus et organisations syndicales réformistes porteuses de 35 ans de recul et de délabrement de soi-disants acquis sociaux. Pour nous la soumission et les galères, pour eux l'abondance et la jouissance. Allez, allez, travailleurs, encore un petit effort, un pas de plus dans l'esclavage !

MONTPELLIER : LE RETOUR

Et on est repartis pour un tour. On y était déjà allé pour la " correctionnelle ", on allait pas rater " l'appel ". En voiture pour Montpellier donc. C'était pas au même endroit que la dernière fois ni les mêmes juges, mais l'histoire, vous en avez déjà entendu causer. De quoi ? Vous avez tout oublié ? Vous avez pas bien lu votre " Combat syndicaliste ", celui de l'avant-dernière fois ? Bon, je vous la re-raconte, mais c'est la dernière fois.

C'est l'histoire de Jean-Louis. C'est un vieux de la CNT-AIT. Il turbine depuis longtemps pour deux associations d'amis des bêtes (le CLAPE-Languedoc Roussillon et la SPNLR) Oui mais voilà : elles protégent peut-être les bestioles, ces assos, mais pas beaucoup leurs salariés ! Et le Jean-Louis, il a beau aimer les animaux de toutes ses fibres, il aime pas qu'on exploite les travailleurs, même au nom de la nature ! C'est ce qu'il a dit dans des tracts. Ça n'a pas plu à ses patrons. Ecolos ou pas, les patrons restent des patrons : ils l'ont foutu à la porte, avec poursuite en diffamation et tout. Au premier tour (en correctionnelle), ils ont à moitié gagné : une des associations a été déboutée (ça veut dire qu'elle n'avait pas le droit de le poursuivre). Mais l'autre a obtenu de gros dommages et intérêts. Jean-Louis n'était pas content, une des associations non plus. Du coup, ils ont fait "Appel" tous les deux.

Entre temps, je veux dire entre la correctionnelle et l'appel, nous, on n'est pas resté à rien faire. Ça nous gonflait un peu, ce licenciement et ce procès. Justement, qu'est-ce qu'on apprend ? Que le CLAPE et la SPNLR sont dans une fédération et que cette fédération a une implantation à Toulouse. Alors on s'est dit, y'a qu'à aller y faire un tour avec ... des tracts qui expliquaient tout dans les détails. On en a distribué partout : dans la boite, dehors, autour. Les salariés ont été scandalisés d'apprendre qu'un des leurs était poursuivi. Des adhérents tout autant. Le jour du procès, des copains de Marseille, qui étaient venus comme nous et ceux de Perpignan m'ont dit qu'ils avaient fait la même chose chez eux, et je pense qu'ailleurs aussi. J'ai pas vu, mais j'imagine la tête des Clapars de Languedoc Roussillon se rendant compte que tout le monde était maintenant au courant. Hou les vilains !

Mais revenons à nos moutons, enfin, à nos chats-fourrés, je veux dire au tribunal. Justement, c'est l'avocat du CLAPE et de la SPNLR qui démarre. On l'entend à peine et ça dure pas longtemps. "C'est un peu court, jeune homme, pour

une accusation", aurait dit Cyrano ! Juste le temps toutefois d'une belle perle : "l'inexistence" supposée de la CNT-AIT ! Il nous avait déjà fait le coup la fois de la correctionnelle : figurez-vous qu'il avait demandé à la préfecture la déclaration du syndicat et ne l'avait pas trouvée. Et pour cause : les syndicats se déclarent à la mairie, pas à la préfecture. Il pouvait toujours chercher, le gars ! Bon passons.

C'est maintenant à l'avocat de Jean-Louis, à parler. Un vrai feu d'artifice. Un argument toutes les minutes. Ça fait mouche. Même sans être juriste, on comprend tout. Première question ; "*Qui sont les auteurs de la plainte ?*" Est-ce une association, est-ce son président (à quel titre : es-qualité, à titre personnel ?), sont-ce les bénévoles, les animaux peut-être ? On l'a pas su en correctionnelle, on n'en sait pas plus maintenant tellement les papiers des assos sont confus. Deuxio, certains papiers sont antérieurs à l'assemblée générale qui doit donner l'autorisation, ou approuvés par des gens qui *"n'avaient pas qualité pour le faire"*... Il égrène la liste des anomalies. Il y en a un paquet. Ça fait pagaille ! Bref, en fin de compte, on ne sait ni qui poursuit, ni au nom de quoi, et encore moins quoi : "*Les plaignants se sont contentés de reprendre l'intégralité d'un tract, sans argumenter ni dire quels faits ils estimaient diffamatoires. On ne sait pas comment cela leur porte atteinte, ni en quoi. L'ambiguïté de la plainte porte atteinte aux droits de la défense*" conclut l'avocat. S'ajoute à cela un problème de prescription. Et encore plus une question de fond : sous prétexte que les patrons sont bénévoles, on n'aurait plus le droit de dire ce qu'on en pense et de faire du syndicalisme ? Enfin, il avait gardé le meilleur pour l'estocade finale : la liste des membres du CLAPE-LR qui refusent de se reconnaître dans cette plainte et qui, pour bien marquer le coup, ont démissionné de cette association. Impressionnant.

On s'est retrouvé dehors pour boire un pot avant de repartir. Le jugement est tombé quelques jours après : les poursuites des associations sont déclarées nulles et la condamnation de Jean-Louis par le tribunal correctionnel est annulée. Et toc.

Le même que la dernière fois.

DAEWOO

Le 23 janvier 2003, l'usine DAEWOO-ORION brûlait. Le patron, qui n'avait pas assuré l'entreprise contre l'incendie n'a nullement été inquiété. Un militant de la CGT, Kamel, est en détention provisoire depuis le 14 mars. Contre lui, il n'y a pas d'élément matériel, seulement l'accusation qu'un salarié a fini par " lâcher " à l'issue d'une garde à vue éprouvante. La confrontation entre Kamel et son accusateur n'a eu lieu que le 5 mai. Contre Kamel, pas d'élément matériel, une seule accusation. En sa faveur, 3 salariés attestent formellement qu'il était au poste de garde avec eux. Ils n'ont été reçus par le juge d'instruction que très tardivement.

De nombreuses questions sont à ce jour sans réponse : pourquoi le dispositif incendie n'a t-il pas fonctionné ? pourquoi la direction a-t-elle décidé ce jour-là de renvoyer l'équipe qui devaient faire 14 - 22 heures ? pourquoi les cadres n'étaient-ils pas présents alors qu'ils devaient l'être jusqu'à 22 heures ? pourquoi toute la comptabilité de l'entreprise a-t-elle été déménagée dans la journée du 23 janvier (avant l'incendie) ? pourquoi les gardes ont-ils reçu l'ordre de ne plus faire de ronde dans l'usine à partir du 23 janvier inclus ? Pourquoi Aomar et Brahim, ont-ils été soumis à d'importantes pressions ? Pourquoi continuer à incarcérer Kamel, alors qu'il est évident qu'il est innocent ?"

B.

REPRESSION A BLAGNAC _

COMBAT AU QUOTIDIEN POUR LA CNT-AIT

C'est le troisième numéro où nous relatons la pression exercée sur une employée municipale subissant des sanctions déguisées suite à ses implications syndicales. Les trois axes d'action, décrits dans nos précédents numéros, ont porté leur fruit, la copine a été réintégrée sur un poste de travail.

La CNT-AIT a dans un premier temps organisé une table de presse avec distribution de tracts sur le marché de la ville de Blagnac : cela a permis de montrer notre présence en nombre et de discuter avec plusieurs centaines d'habitants. Dans un deuxième temps, une délégation du syndicat CNT-AIT a été reçue par le maire afin d'évoquer la situation difficile de la salariée mise sur la touche. Cet entretien, bien que soutenu, s'est passé dans le calme. Il s'agissait de prouver à la mairie que nous soutenions fortement la copine et que nous ne céderions pas. Sans que nous ayons plus à en dire, le rapport de force a été établi.

Le comité de soutien des collègues de la mairie, comité composé d'individus laissant de côté leurs étiquettes syndicales, ainsi que les pétitions des personnels municipaux, ont sûrement joué aussi un rôle déterminant. Une délégation de personnels a aussi été reçue par le maire pour demander la réintégration de leur collègue dans les meilleurs délais.

Sur le plan juridique, un référé au tribunal administratif n'a fait qu'ajouter une pression importante sur les élus. En effet, lorsque ce courrier est arrivé en mairie, et ce, après les rencontres avec les deux délégations, le maire a appelé un membre de la délégation de la CNT-AIT et une de celle du comité de soutien : il ne voulait plus entendre parler de réintégration de la collègue. Pourtant, elle a quand même pu être reçue, et, au cours de l'entretien qui a suivi entre elle et le secrétaire général de la mairie (le maire a délégué... et n'a manifestement pas souhaité la rencontrer lui-même), il lui a été demandé de retirer le dépôt au tribunal administratif. Malgré les inconvénients que cela entraînait, il s'avérait manifestement qu'à ce stade du conflit, la réintégration à un poste de travail ne serait effective qu'à cette condition là. Il fallait donc bien plier sur certains points.

La copine a donc été réintégrée à un poste de travail réel (et pas dans un placard) fin avril au grand contentement de tous. Au bout du compte, elle perd un mois et demi de cotisations retraites et d'avancement de grade et les congés de cette période là. Les frais d'avocat sont à sa charge puisque la procédure au tribunal administratif a été interrompue. A cet effet, la caisse de solidarité a couvert à ce jour à peu près la moitié des frais inhérents aux dépenses d'avocat (soit 1 800 euros pour un coût global de 3 800). Pour les 2 000 euros restants, elle demandera un paiement échelonné et nous sollicitons tous ceux qui peuvent encore l'aider en envoyant vos dos à CNT-AIT, 7 rue St Remésy, 31000 Toulouse (en indiquant au dos du chèque "solidarité Blagnac").

La répression subie depuis cinq ans semble dans l'immédiat s'être arrêtée (malgré sa participation aux dernières grèves). Elle travaille maintenant dans un service complètement différent de son parcours professionnel mais où elle ne ressent aucune tension à son égard. Il semble bien évident que les moyens d'action et le rapport de force mis en place ont été adaptés et efficaces et ont fait plier les responsables, même si la copine a dû elle aussi faire des concessions.

Encore une fois, merci à tous ceux qui ont apporté leur soutien.

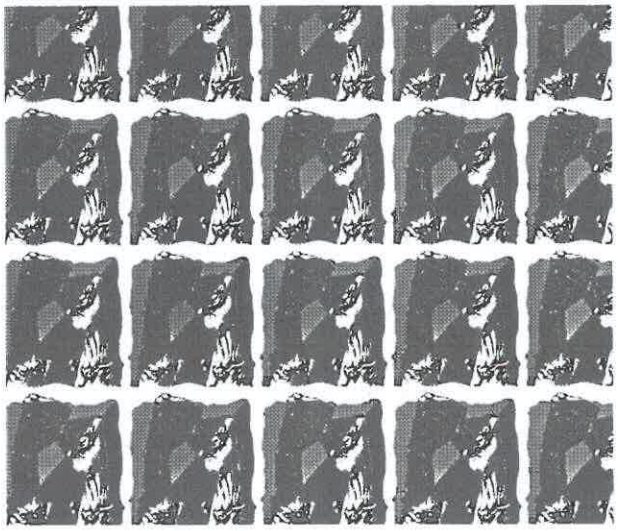
Francis

MILLAU : COMMENT ON S'ORGANISE ?

Un salarié d'une usine de Millau nous a contactés voici quelques mois. Cette entreprise comprend une soixantaines d'ouvriers ici et, au siège, en Bretagne, environ 150 personnes. Ce copain qui nous a téléphoné est abonné au Combat Syndicaliste depuis pas mal de temps et connaît donc depuis longtemps les idées et pratiques de l'anarcho-syndicalisme, même s'il n'avait pas eu l'occasion de les pratiquer depuis longtemps. Les conditions de travail dans sa boite et le mécontentement des personnels ont réveillé son militantisme. Après avoir réfléchi sur les différents syndicats vers lesquels il pouvait se tourner, il lui a semblé évident que c'était la CNT-AIT qui se rapprochait le plus de ce qu'il avait envie de mener sur place à la Cavalerie.

C'est une fabrique de mobil-hommes (environ 40 par jour entre Millau et la Bretagne), vendus 40 000 euros pièce. Pour dire les bénéfices de la boite et du patron ! Les salariés sont payés au SMIC pour la plupart, avec une cadence infernale et des conditions de travail souvent très pénibles (travail dans le froid, à l'extérieur en plein hiver, pas d'eau chaude pour se laver, pas de pharmacie à leur disposition). En outre, ils n'ont aucune information sur rien, même s'ils le demandent : la convention collective, leurs droits aux congés, la maladie... aucun syndicat n'est présent sur le site de la Cavalerie ; FO est présente sur celui de Bretagne.

Quelques copains de Toulouse se sont rendus une première fois à Millau où le salarié qui nous avait appelé avait organisé une réunion avec une vingtaine de collègues à lui pour pouvoir nous poser les questions qui les intéressaient et savoir comment monter une section syndicale sur leur lieu de travail. Nous avons découvert stupéfaits leurs conditions de travail et le sentiment de certains d'entre eux de ne pas se sentir exploités. Mais d'autres étaient pourtant parmi eux très révoltés de ce qu'ils subissent et voulaient à tout prix monter une section. Il était essentiel de reposer les bases de l'anarcho-syndicalisme : notion de représentativité syndicale, notion de délégué du personnel et explication de pourquoi nous sommes farouchement contre, importance de la prise de décision collective, en assemblée générale... Il était aussi très important de leur rappeler, suite par exemple à notre expérience à Blagnac, que les conséquences d'un militantisme visible dans une boite peuvent parfois être lourdes dans la répression, provoquer parfois le licenciement.



Enfin, comme il est essentiel que tous ceux qui veulent rejoindre la CNT-AIT le fassent en parfaite connaissance de cause, tant sur les formes que sur le fond, nous avons aussi laissé pas mal de nos brochures et de tracts ainsi que des exemplaires de notre journal. Après avoir pris connaissance de ces documents, le groupe de salariés s'est revu à plusieurs reprises et au final un noyau de personnes a décidé de poursuivre le travail afin de créer une section CNT-AIT dans l'usine. Afin de formaliser cette décision et de permettre aux membres de la section à venir de rencontrer divers copains de la région, une réunion de l'union régionale CNT-AIT a eu lieu à Millau. Cela a été l'occasion de rappeler que la CNT-AIT est opposée à quelque forme de pouvoir et de hiérarchie que ce soit, qu'il faut avant tout, dans toutes les sections, mettre en place des pratiques anarcho-syndicalistes. Que si une délégation doit exister à un moment donné, c'est l'assemblée générale qui le décide et qui nomme un délégué révocable à tout moment, que ce délégué doit rendre des comptes ensuite à l'AG... autant de notions évidentes pour des militants anciens mais qu'il est important d'expliciter et de partager avec des copains qui démarrent leur militantisme et qui vont apprendre au travers de la lutte. Un des copains du site l'a bien dit, l'objectif de cette section c'est bien aussi, en plus de la défense des travailleurs, de créer un noyau combatif au sein de la boite et de servir d'école de syndicalisme et de conscientisation. Les rencontres vont se poursuivre, régulières, à Millau et ailleurs (par exemple au camping), ce qui permettra le débat entre tous.

Alors, bonne lutte à ces copains de Millau qui vont retrousser les manches et être pleins d'énergie et de dynamisme, tout cela dans un esprit anarcho-syndicaliste.

Nadine.

LA CONDITIONNELLE

"Détenu à la Centrale de ... entrant dans les critères d'une libération conditionnelle fin juillet 2003, cherche patron philanthrope pour contrat de travail à durée indéterminée. CDI exigé impérativement. Toutes régions de France sauf 23 départements pour cause d'interdiction de séjour et en particulier le département où résident famille et amis. Tout emploi fera l'affaire. Conditions :

- Accepter une enquête de gendarmerie sur votre personne et votre entreprise.

- Patienter un mois minimum avant premier contact avec le futur employé.

- Téléphoner trente fois au service social de la Centrale pour confirmation de la réception de chaque document envoyé.

- Signer en blanc le contrat de travail sans la présence effective de l'intéressé.

- Espérer plusieurs mois sa présence au travail.

- Recommencer toute la procédure depuis le début si la Commission refuse la libération conditionnelle en la remettant à plus tard."

Vous ne lirez jamais cette annonce. Jamais. Bien qu'elle soit la réalité vécue par plusieurs milliers de prisonniers attendant en vain un contrat de travail.

De toute manière, il manque toujours une pièce au puzzle qu'est un dossier de conditionnelle. Pendant dix, douze, vingt ans, tout à été fait pour que le prisonnier ait le moins de contacts possible avec le dehors. Tout est compté, savamment dosé, les permis de visite, les heures de parloir, les coups de téléphone... Et avec le temps, on perd pied. Le fil qui nous lie au dehors se défait. On ne s'en aperçoit pas tout de suite, puis on laisse faire, on oublie... On ne distingue plus votre monde que dans le phantasme et dans l'amputation d'une partie de nous même.

Et puis un jour, on y est, on touche enfin du doigt cette date rêvée depuis des années. La peine incompressible est terminée, on est libérable. La prison n'est plus la même. Tout est devenu plus long, plus court aussi. On est plein d'impatience et de désespérance au fur et à mesure que les difficultés s'ajoutent aux désillusions. Le contact avec la réalité de votre monde est une déchirure, nous sortons de l'enfer pour les limbes incertaines du purgatoire.

Il faut monter un dossier, trouver ce fameux contrat de travail, dégotter un hébergement ... Comment y parvenir après tant d'années, quand bien souvent le tribunal a prononcé contre vous une interdiction de séjour, dan cette ville où justement il vous reste quelques attaches, quelques connaissances.

Bien sûr vous pouvez toujours trouver une formation, mais ça n'est pas bien solide. On vous en fera le reproche.

D'ailleurs votre dossier est noir.

Le juge a été clair, trop de tentatives d'évasion, trop de rapports d'incidents. "*C'est pourquoi vous finissez dans une centrale de sécurité*" dit-il comme une évidence. "*Vous avez déjà eu deux peines supplémentaires, je vais demander l'avis d'un psychiatre*". A la Centrale de ... on le connaît bien, l'expert psychiatre. L'entretien commence invariablement par "*Vous vous faites enculer ? Paraît que, dans cette centrale, vous êtes tous des pédés...*". Ne pas réagir, ne rien dire, baisser la tête. Combien ils profitent de notre merci ! Les éducateurs, les juges, la direction ... nous font tourner en rond avec un anneau au museau. Vous pouvez sortir dans trois mois mais si ça se passe mal ils vous condamnent à quatre ou cinq ans ou plus encore...

Finalement, il y a toujours une bonne raison. "*Le prisonnier a un niveau trop élevé pour le métier de plâtrier et en général pour tout autre métier manuel*". "*L'enquête sur l'entreprise est mauvaise, la société risque de déposer son bilan sous peu*". "*Votre employeur est sarde, et vous savez bien que tous les sardes sont des bandits de près ou de loin*".

Et le dossier est ajourné. Il ne sera examiné que dans une année jour pour jour. Et bien souvent, ce n'est pas de votre faute, le service social n'a pas fait son boulot ou mal tout simplement.

Et puis avec le temps, on tourne la page, un an, une autre page, une autre année. On finit par se rendre compte que tout ça ce n'est que du cinoche. Ils nous font patienter en nous berçant d'une rengaine inventée mais ils ne nous sortiront pas ou alors quand il nous restera six ou huit mois avant la date de la libération définitive. Alors on ne cherche plus. Le dossier de conditionnelle se couvre de poussière dans un placard. On ira jusqu'au bout.

Un prisonnier.

260 JOURS

APRES SA LIBERATION, "l'impotent", le "grabataire" Maurice Papon est toujours de ce monde ... et assez en forme pour réclamer le paiement de sa retraite de ministre (suspendue à la suite de sa condamnation) !

Pendant ce temps, les prisons fraçaises ont dépassé le record historique d'enfermement de 1946 : hommes, femmes, enfants, tout est bon pour les prisons de M. Perben. Sauf les criminels contre l'humanité.

5-VI- 2003 ●

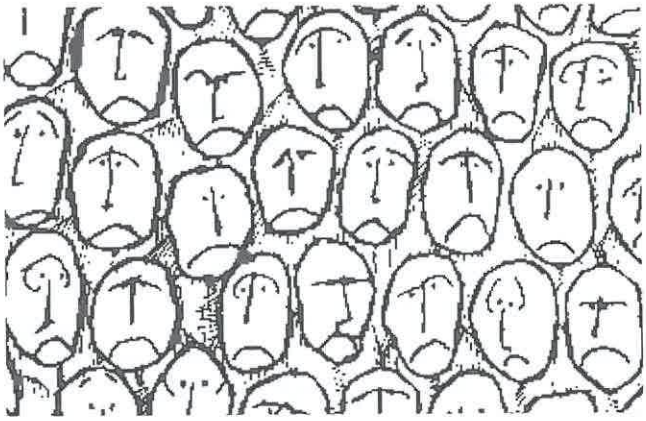
REFUZNICKS, LE COURAGE DE REFUSER

Au Proche Orient la force et le pouvoir sont représentés par l'État théocratique d'Israël. Son armée et son idéologie dominent les populations civiles. La loi de l'État d'Israël est l'expression de sa force, et sa force est justifiée par sa loi. Le centre de gravité de cette dialectique est l'armée : la Haganah. Le mythe de l'armée israélienne est proche de celui du "citoyen en arme", de l'armée démocratique chère à la gauche. Ce mythe d'une armée citoyenne complète la légende de l'État juste et démocratique que serait l'État d'Israël. Or, il arrive que le mythe fabrique sa propre réfutation.

L'opposition débute simplement par une prise de conscience, souvent individuelle, qui peut, quand elle se généralise à un groupe, ouvrir la réflexion politique sur le fondement des institutions. Lorsque le phénomène se produit à l'intérieur de ce pilier du pouvoir qu'est l'armée, alors, sa décomposition interne est possible.

La prise de conscience de militaires, d'individus volontaires et motivés pour effectuer une mission aussi primordiale pour l'État qu'est celle de faire la guerre au nom de l'idéologie dominante, est lourde de conséquences. Le témoignage de ces individus ne peut être taxé d'arbitraire. En effet, ils sont initialement en accord avec l'idéologie fondatrice du pouvoir, ils sont prêts à utiliser la force pour défendre sa loi, à se faire tuer pour elle. Quand ils s'organisent et développent une réflexion critique sur les institutions avec lesquelles ils faisaient corps auparavant, ils ouvrent de nouvelles perspectives à la collectivité.

La révolution portugaise des œillets (avril 1974), a été le fait de militaires, et seulement d'eux, dégoûtés par leur rôle dans l'occupation des territoires du Mozambique. Prenant conscience de leurs agissements criminels dans cette colonie africaine, ils ont développé une réflexion si critique sur leurs institutions qu'elle a abouti au renversement de la variante locale du fascisme telle qu'elle avait été instituée par Salazar. Ce renversement a changé la destinée du Portugal et des dernières terres qu'il colonisait.



Le mythe du Portugal était celui de "Henri le navigateur", lequel d'ailleurs n'a jamais navigué, mais a inspiré à son pays la passion du développement colonial outremer.

Que les monstruosités de la colonisation aient été dénoncées par des hommes revenant d'outremer, c'est-à-dire du lieu où était sensé se cristalliser le mythe, a donné toute sa force à la réfutation du mythe. Cette réfutation a conduit à la destruction de l'ancien régime portugais. Il pourrait en être de même avec l'État d'Israël. La remise en cause par des hommes qui en reviennent du mythe de la Haganah, ébranle les fondations idéologiques dominantes. C'est la voie ouverte à une véritable alternative. Car la réalité de l'État israélien, de droite ou de gauche, apparaît alors au grand jour. C'est bien sûr, tout d'abord, l'oppression systématique des palestiniens, avec la brutalité habituelle à la soldatesque de tous les pays, mais c'est aussi l'oppression des israéliens eux-mêmes. Ils subissent une propagande étouffante et stérile, qui progressivement fait de leurs enfants des lobotomisés en armes.

Plusieurs centaines de militaires israéliens ont pris conscience de ce qui se passait en Israël. Ils se sont regroupés dans le mouvement "*Le courage de refuser*". Certains étaient sionistes, très peu étaient de gauche. Ils croyaient au mythe. Mais ce mythe les a conduit à faire des choses qui ont réveillé leur humanité. Ils ont d'abord réagi en humains, en justes, en refusant de tirer sur des femmes et des enfants. Puis ils se sont regroupés, pour lever haut et fort l'étendard de l'humanité contre le tribalisme. Ils ouvrent ainsi de nouvelles perspectives. Car la question fondamentale n'est pas celle de créer un État de plus ou de moins dans la région, mais celle de répondre à cette simple question : *Qu'est-ce qui nous empêche donc de vivre ensemble ?*

Plusieurs ouvrages ont été publiés en 2003 sur ceux que l'on nomme les Refuzniks, les soldats israéliens qui ont décidé de ne plus obéir. Dans le livre de Ronit CHACHAM*(1), on peut lire divers témoignages, comme celui du sergent Assaf ORON. "*Je refuse d'être un terroriste au nom de ma tribu*" dit-t-il. Il y a quelques mois, cet homme est allé porter secours aux palestiniens encerclés de Ramal-

SUITE PAGE 15

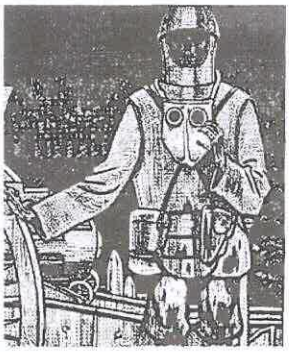
SUITE DE LA PAGE 14

lah. Citons aussi le commandant Rami KAPLAN : "*L'armée influence les croyances et les processus mentaux du soldat, notre socialisation exalte ceux qui ont tué et renforce le goût du sang*", "*On nous encourage à faire partie d'un gang*" et encore : "*Les mouvements de gauche israéliens, du parti travailliste au Meretz en passant par le mouvement "La paix maintenant" n'ont jamais brandi le drapeau de la conscience mais celui de l'utilitarisme*" (En effet, ils demandent aux soldats de gauche d'exercer une occupation plus humaine, par exemple en offrant des bonbons aux enfants dont on a détruit la maison !). Citons encore le Sergent LEIBOWITZ : "*Les verdicts de la Haute Cour de justice sont les pires. Depuis 35 ans ils légitiment l'assassinat, les détentions, les expulsions ... le tout au nom de la sécurité*". Enfin pour finir, voici ce qu'écrit de sa prison le simple soldat Herson CHACHAM : "*Je suis en prison et pourtant libre ... Nos craintes ne disparaîtront que lorsque nous instaurerons l'égalité entre les peuples et les individus*".

Ces propos sont universels et nous mènent bien loin des digressions habituelles sur "*l'origine culturelle*" des protagonistes du conflit. Quelles que soient les origines des uns et des autres, tout ce drame n'a malheureusement dans le fond rien de bien original. Ces propos peuvent être transposés à toutes les armées et à tous les États de la planète. Quel est l'État en effet qui n'a jamais exalté l'identité nationale, régionale ou ethnique ? Quelle est l'armée qui n'a jamais conditionné ses troupes ? Quand est-ce qu'une opposition institutionnelle a renversé un régime, a changé le cours de l'histoire ? Quelle est la machine judiciaire qui n'invoque pas la sécurité pour consolider le pouvoir en place ? Les partisans de la solution étatique qui réclament la création de nouvelles frontières en brandissant des drapeaux nationalistes ou régionalistes pour "*libérer les peuples*" devraient réfléchir, eux aussi, à toutes ces questions.

1 - "Rompre les Rangs" de Ronit Chacham chez Fayard, 2003.

anarchie en irakie



PPDA l'a dit, Hérouet l'a maudit, Plénel l'a pleuré, tous les journaleux l'ont bramé : "*C'est l'anarchie en Iraki ! Pillage, saccage, mise à sac de palais, de quartiers cossus et de bâtiments publics (commissariats et casernes compris), c'est le bordel, le chaos. Sous l'irakien à genou couvait le barbare. Pire que le Sida ou la vache folle, plus rapide que la pneumonie chinoise, V'la l'Anarchie !*".

Tout doux les scribouilleurs, retenez la plume et le clavier, rassurez vos seigneurs et maîtres, ce n'est point là retour en barbarie ; juste des gens oppressés par un dictateur depuis des dizaines d'années, et qui le plus honnêtement du monde reprennent à leur voleur une maigre partie de leur dû. Ce sont juste des gens qui, depuis 1991 et la fatwa de l'ONU proclamant l'embargo mondial sur l'Irak, voient leurs enfants mourir, faute de médicaments. Expliquez bien à vos maîtres qu'il arrive parfois que le peuple se venge de la misère et des humiliations subies. Du fauteuil au lustre, de la photocopieuse au bouquet de fleurs, tout cela est à eux. Ce n'est pas du vol, mais de la réappropriation.

Allons, messieurs les hagiographes de la domination, un peu de tenue, torchez vos diarrhées de panique, ce n'est pas encore l'Anarchie. Certes, ces razzias dans les palais et les quartiers chics sont revigorantes, rappelant quelques images ravissantes d'éphémères instants révolutionnaires passés, mais pour l'anarchie, on est un peu loin du compte. D'ailleurs, que pourraient donc choisir de vivre les irakiens coincés entre un GI bardé de mitraille, un mollah aux aguets, et un dollars parfumé au pétrole? Non, non, l'anarchie, ce n'est pas cela, c'est plus tonique, c'est plus gai, c'est plus solidaire, c'est plus généreux. Si c'était l'anarchie en Iraki, il n'y aurait ni GI, ni mollah, ni dollars ou alors des GI défroqués et des mollahs désarmés. Si c'était l'anarchie en Iraki, messieurs les journaleux, vous filmeriez des assemblées générales, des coopératives et des conseils de quartier. Vous filmeriez des regards pleins de dignité et d'espoir, des sourires, des gens debout, vivants, sans peur.

Allez, reprenez la place au cul du carrosse, maudits laquais, n'ayez crainte, il n'y a là ni barbarie, ni anarchie. Vos puissants et vos maîtres ont seulement voulu vous faire peur jusqu'à vous entendre bramer en notre nom à la gloire de l'Etat, cette forme normalisée de la domination, et de l'ONU, ce club très réservé pour bouchers, équarisseurs et maquignons.

"France-Poire", avec l'aimable autorisation des auteurs.

_ ARGENTINE

En décembre 2001 débutait en Argentine une explosion sociale qui devrait donner matière à réflexion à tous les révolutionnaires. La caractéristique la plus forte du mouvement à ses débuts a certainement été le rejet de tous les politiciens, résumé dans le mot d'ordre fédérateur : "Que se vayan todos"(*1). Dix-huit mois plus tard, force est de constater que les politiciens, sortis par la porte, sont revenus par la fenêtre. De nouvelles organisations, issues des décombres idéologiques du capitalisme, ont repris le vieux thème keynésien et marxiste de la "nécessité de l'État", en prenant simplement la précaution de les camoufler derrière des mots comme "assembléisme", "horizontalité" et autres termes empruntés à la rue. Le but de la manœuvre est double : d'abord s'opposer à la réappropriation des outils de production par et pour la collectivité, pour, ensuite, reconstruire tout le système politique mis à mal depuis le 20 décembre 2001.

Dès l'hiver 2002 il était clair que les éléments gauchistes, les trotskistes et autres opposants au mot d'ordre populaire "*que se vayan todos*" allaient s'infiltrer insidieusement dans les assemblées de quartier et d'usine. En pleine crise d'effondrement du régime, loin de participer à l'émergence d'une société nouvelle, ils ont concentré leur tir sur la "*désorganisation*"*(2) et la "*dépolitisation*" du mouvement social. Comme à leur habitude, ils ont fait le jeu de forces réformistes plus importantes (péronistes et libéraux), lesquelles se disputent maintenant les postes juteux*(3). Ce que les gauchistes, faisant écho à l'extrême droite, ont taxé avec le plus grand culot de "*désorganisation*", c'est tout simplement la prise en main des usines par les travailleurs et leur mise en autogestion. Ils "oubliaient" que "l'organisation" étatique précédente avait aculé des millions d'Argentins à la misère la plus noire, tandis que la "*désorganisation*" qu'ils dénonçaient permettait à de nombreux travailleurs de ne pas mourir de faim. A l'évidence, le problème de tous les politiciens n'est pas que les travailleurs mangent ou pas. Leur seul problème est de reprendre le pouvoir. Ils le font maintenant dans l'arrogance. L'attaque de l'usine BRUCKMAN en plein Buenos Aires par les forces armées en est un exemple emblématique.

Usines récupérées : une réponse des travailleurs à la crise économique et politique

Survenue après la mise à sac des réserves financières du pays par ces voleurs habituels que sont les maîtres de la finance et des partis, l'insurrection du 20 décembre 2001 aurait pu n'être qu'une explosion sans lendemain. Mais le rejet des partis, du système électoral représentatif, des institutions syndicales, et parallèlement l'irruption de la démocratie directe dans de massives assemblées de quartier, montraient que la réponse à la crise économique provoquée par le pouvoir politique et financier allait se situer sur un terrain bien plus intéressant qu'un affrontement ponctuel.

Quand la bourgeoisie capitaliste, financière et politique parvient à sa finalité ultime, c'est-à-dire à dépouiller les travailleurs et les classes moyennes des richesses produites, la réponse populaire est parfois quasi-absente, c'est le cas dans de nombreux pays du continent africain. D'autres fois, le mécontentement ne trouve pratiquement jamais une expression collective mais reste dominé par des courants léninistes et guévaristes, qui visent à la conquête du pouvoir politique par le biais de guérillas.

En Argentine, comme ce fut récemment le cas en Algérie, nous avons assisté non seulement à une riposte de la rue, mais également à une tentative de réponse politique et économique au problème du pouvoir et de la domination. D'où l'émergence des assemblées de quartier. Mais une forme d'organisation collective du débat social et de la prise de décision est insuffisante si, parallèlement, elle ne s'accompagne pas d'une reprise en main de la production utile et de sa distribution pour et par la collectivité. Cette collectivité doit s'organiser en dehors des institutions qualifiées de "représentatives" par l'État et le patronat. Riches de la prise de conscience politique de l'hiver 2001 et poussés par la nécessité, les travailleurs et les habitants ont commencé à s'auto-organiser sur le plan social, en mettant en place une économie du troc, en se réappropriant quelques biens, et surtout en reprenant en main les usines déclarées en faillite par leur patron. Ce dernier point -les usines récupérées- a constitué à ce jour par sa longévité et par le bilan que l'on peut en tirer, la réponse la plus avancée -même si elle est imparfaite- du mouvement populaire argentin. L'entreprise textile Brukman a été ainsi autogérée pendant 18 mois, et est devenue un exemple. En décembre 2002 les ouvriers d'Isaco (Métallurgie) reprennent à leur tour la fabrique avec l'aide des habitants du quar-

SUITE PAGE 17

SUITE DE LA PAGE 16

tier : "*Nous suivons, disent-ils, l'exemple de Brukman et des autres entreprises où les travailleurs luttent pour récupérer les moyens de production*" (communiqué de presse d'Isaco).

Retour des voleurs

La population argentine a donc déclaré par son action massive -et non par le biais de quelques porte-paroles et de leaders- l'illégitimité des partis et syndicats habituellement reconnus -et pour cause- par l'État et les patrons. Tous ces gens là, quand ils ont compris que la force ne suffirait pas à réduire un mouvement aussi ample, ont manœuvré de concert pour redevenir nécessaires. En effet il aurait été désastreux pour ces parasites qui nous dirigent de voir se consolider un processus de démocratie directe associé à l'autogestion de la production. Comme la population s'exprimait au travers des assemblées de quartier et tendait à résoudre par elle même son problème de subsistance, cette manœuvre c'est produite à ces deux niveaux.

Le sabotage des assemblées de quartier, aujourd'hui dissoutes ou vidées de substance, a débuté comme prévu grâce à la mouvance gauchiste. Alliée aux curés de gauche et aux sociaux-démocrates, leur rôle principal fut de pilonner sans relâche ces assemblées, tant de l'intérieur que de l'extérieur, en éternisant les discussions et en bloquant leur fonctionnement sous prétexte de dénoncer leur "*dépolitisation*"*(4), leur "*désorganisation*" et leur "*inefficacité*". Ce sabotage a été systématique et volontaire : le secrétaire du P. C. argentin a fini par déclarer que, si les communistes et les gauchistes ne s'étaient pas imposés dans les assemblées, celles ci existeraient toujours. En ce qui concerne les entreprises ils ont crée une espèce de fédération, le MNER (Mouvement National des Entreprises Récu-pérées), pour réclamer la planification étatique et mettre fin à "*l'anarchie*" de la production. Dès lors qu'émergent de "nouvelles" organisations qui réclament l'intervention de l'État dans la production, le retour des politiciens est amorcé. Dans les entreprises, qui sont le lieu crucial de la réussite de la révolution sociale, les militants de gauche, les gauchistes et les réformistes libertaires ont le même but que la bourgeoisie capitaliste : persuader les ouvriers qu'ils n'arriveront pas, par eux mêmes, à mener à bien leur projet émancipateur, mettre

en doute leur confiance en leur force collective.

En quelque sorte, les voleurs n'ont eu qu'à attendre que la gauche et l'extrême gauche les rappellent aux affaires. Peu importe que ceux qui les rappellent à revenir sucer le sang du peuple, soient nombreux ou pas. Dés lors que les assemblées de quartier elles aussi se vidaient, les politiciens de tous bords ont pu s'autoproclamer "représentatifs".

Marginalisation des révolutionnaires.

Les politiciens s'autolégitiment donc entre eux, et ce, quel que soit le parti ou syndicat dans lequel ils se trouvent. Mais l'autre face du processus est la marginalisation des éléments les plus avancés de la dynamique sociale. Tous les ouvriers des entreprises récupérées ne se sont pas retrouvés dans le MNER, mais le MNER a permis à l'État de retrouver une légitimité, et dès que l'État retrouve une légitimité, la matraque n'est pas loin. C'est en fonction de cette règle de base, qu'à la mi-avril les travailleurs de Brukman ont été brutalement expulsés de leur entreprise par 250 policiers appuyés par des blindés. Les travailleurs de Brukman avaient eu le tort, aux yeux des politiciens, de ne pas réclamer l'étatisation de leur entreprise.

Comme d'habitude, l'État va d'abord s'attaquer à ceux qui sont les plus dangereux, comme ceux de Brukamn qui osent affirmer qu'ils peuvent se passer de lui. Mais il s'attaquera ensuite à ceux de Zanon, puis même à ceux qui sont fédérés avec les lèches-bottes du MNER, jusqu'à tout reprendre. Qu'il en garde ensuite le contrôle direct ou distribue les usines aux capitalistes est finalement un point secondaire, puisque les ouvriers et les habitants seront privés de toute façon de la direction de la production et de la distribution. Ils seront exploités d'une façon ou d'une autre et redeviendront les éternels plumés... du moins si les choses en restent là. Car, ce que nous pouvons dire à cette heure c'est que, dans tout processus révolutionnaire tel qu'il s'est enclenché en Argentine, il existe des hauts et des bas. On a déjà vu par le passé et en d'autres lieux ce phénomène du retour de la canaille politicienne après des journées révolutionnaires particulièrement chaudes. Et il s'est également vu quelle ne revienne que pour mieux repartir. Comme si finalement ce retour était nécessaire à une plus grande maturation des consciences. C'est cette maturation que nous souhaitons à la population vivant en Argentine et ailleurs.

Miguelito

*1 - "Qu'ils s'en aillent tous"

*2 - Le concept "désorganisation" joue dans le discours politique argentin le même rôle que l'"insécurité" dans la vie politique française : il justifie par avance le terrorisme d'État.

*3 - Finalement, la présidence de la république a échu à un dénommé Kirchner, gouverneur affairiste de Patagonie.

*4 - Ces accusations ont été reprises en France par Alternative Libertaire.

Voyage en Algerie

Après une longue absence, nous décidons, une amie et moi, d'aller faire un petit tour de l'autre côté de la Méditerranée. Nous arrivons donc par une belle journée d'hiver à l'aéroport d'Oran. Des amis nous attendent et nous embarquent faire un tour au centre ville et le long de la corniche.

Tard dans la nuit, on se retrouve dans une boite de nuit où les groupes de musique de raï battent leur plein. Moi qui avais pris bien soin de choisir mes vêtements pour là-bas, je n'en revenais pas de voir toutes ces filles en petites jupes (elles arrivaient avec de longs manteaux), ces garçons qui affichaient leur homosexualité et ces flots d'alcools qui coulaient ! Détail révélateur d'une société complètement schizophrène et hypocrite, où la vie n'est pas la même pour tous et où les gens ne sont pas tous des intégristes ou des mekla corrompus.

Le lendemain dans l'après-midi, ma copine et moi prenons la route pour aller rendre visite à sa famille. Il fallait se dépêcher pour éviter de rouler de nuit. Nous avions un trajet de 400 km à faire. La route est longue et surtout dangereuse car la ville natale de ma copine et pratiquement toutes les régions environnantes font partie de ce qu'on appelle le triangle de la mort. Après les plaines d'Oran, la route serpente à travers collines et montagnes. On était un vendredi, jour de prière, où les routes sont généralement peu fréquentées. Tout au long du parcours, il y avait des barrages de militaires ou de gendarmes. La vue de chacun d'eux me glaçait. Il pouvait s'agir d'un faux barrage, et même avec les vrais, on ne sait jamais ce qui peut nous arriver, surtout que nous étions deux rzalettes ! Il fallait, dans tous les cas, arrêter la musique, la cigarette, marquer un stop, dire notre destination, éviter tout mouvement, se faire tout petit... Il est 17h45, il fait déjà nuit et nous sommes à 30 mn de notre destination. La route devient de plus en plus étroite, de plus en plus sinueuse. On ne dit plus un mot. Et puis ma copine se met à me parler d'une voix très calme, monotone. Elle me dit qu'un des premiers attentats revendiqués par le GIA avait eu lieu juste au virage que nous venions de passer. Il s'agissait de l'assassinat d'une délégation de 19 personnes dont un préfet. Vers l'entrée de la ville, en chuchotant presque, elle m'indique l'endroit où deux de ses frères ont été victimes d'un attentat. L'un d'eux a trouvé la mort tandis que l'autre a été gravement blessé. Un peu plus loin, c'était au tour de son neveu de trouver la mort. Il a été tué par balle en plein centre ville. Comme les parents de ma copine habitent dans une petite ferme isolée, elle me propose de passer la nuit en ville chez une de ses belles-sœurs. Elle me précise que pas très loin de la ferme, 13 personnes ont été assassinées dont 5 membres de sa famille. Nous arrivons enfin à la maison. Il fait chaud, ça sent bon et ça me rassure !

Le soir, nous nous sommes tous assis autour d'une meïda garnie de café, de thé et de gâteaux. Ma copine me précise que je peux fumer. Nous échangeons des nouvelles de France et d'Algérie. Soudain, on frappe à la porte, tout le monde sursaute car la belle-sœur n'attendait personne. A travers la double porte en fer, le neveu reconnaît la voix de son oncle. Un homme d'une soixantaine d'années, d'une stature impressionnante, accompagné de sa petite fille, vient nous saluer. Il porte à l'épaule une kalachnikov. Il l'a adossée sur le mur, là, en face de nous, mais personne, même les enfants, n'avaient l'air d'y prêter attention, sauf moi. Je n'arrivais plus à détacher mon regard de cette chose. " C'est un Klach me dit-il, tu n'en as jamais vu ? Ici tout le monde a une arme. Nous ne sommes en sécurité nulle part et il faut bien se défendre ". Je n'osais pas répondre et puis je ne savais pas quoi lui dire. Ils se moquaient gentiment de ma peur. Petit à petit, chacun d'eux se mit à raconter des bribes de leur vie de ces dernières années. La famille, très nombreuse, vivait à 3 km de la ville dans un climat permanent de peur et d'angoisse. " Ça a commencé par des appels téléphoniques anonymes, annonçant la mort de chacun de nous. Ils nous récitaient des versets coraniques destinés aux veillées funèbre et nous demandaient de préparer le linceul de notre prochain enterrement. Nous allons enlever vos enfants disaient-ils, et vous n'aurez que les têtes ! Ensuite, c'était au tour des lettres de menaces, et puis toutes ces exécutions. Nous vivions avec la peur de mourir, la peur de ne pas arriver au travail, de ne plus rentrer chez nous, la peur d'être enlevés, torturés, violés. A la maison, nous nous organisions avec les moyens du bord. Nous faisions des gardes de nuit à tour de rôle pour surveiller la venue des terroristes et nous avions muré les fenêtres. Les enfants ne pouvaient plus aller à l'école, ni sortir jouer dehors. Ils étaient cloîtrés à la maison. Les adultes qui travaillaient à l'extérieur, ou qui allaient acheter du ravitaillement en nourriture et autres besoins, changeaient en permanence leurs horaires et leurs itinéraires pour ne pas être repérés. Ceux d'entre nous qui avaient reçu des lettres de menace, ne dormaient même plus à la maison et "nomadisaient" d'un endroit à un autre. On se demandait quel serait le prochain d'entre nous et nous n'avions même plus de larmes pour pleurer nos morts ! ".

SUITE PAGE 19

courrier

Racisme et Laïcité.

"Liberté, a-t-on écrit, que de crimes on commet en ton nom"; "Laïcité, pouvons-nous ajouter, que de mensonges on commet au nom du tien" !

Militant laïque de toujours, fondateur en son temps du groupe local de Libre Pensée, membre de l'Union Rationaliste et de l'Union des Athées, je récuse ceux qui, aujourd'hui, se drapent dans la bannière de la laïcité pour mener une attaque raciste en règle contre les musulmans (traduisez : les arabes). Qu'elle hypocrisie, quand on voit le ministre Ferry, instigateur du retour de l'enseignement du "fait religieux occidental" (c'est-à-dire catholique) dans les programmes scolaires, Sarkozy qui trouve naturel que les cours de religion catholique, protestante ou juive soient obligatoires en Alsace, "Le Figaro" qui a toujours défendu becs et ongles l'école privée catholique, ... prêcher la laïcité.

Tartuffes, je vous récuse : vous n'avez pas le droit moral de parler au nom de la laïcité. La laïcité, c'est l'effort de l'esprit humain pour se libérer de la religion, de toutes les religions. C'est pas une combine pour en protéger une au détriment d'une autre, pour justifier une discrimination raciale. Laïques, mes frères, dénonçons sans relâche les ensoutanés qui dévoient notre idéal. Que par nos voix la laïcité leur dise définitivement "merde" !

A propos de l'anti-G8

"Je pense que l'essentiel à dire par rapport à la parade et au rituel des manifestations anti-G 8, ne se révèle pas dans les articles du dernier Combat Syndicaliste : il s'agit de mouvements qui nous détournent de la lutte non car menés par des réformistes mais par leur nature intrinsèque. Ils nous détournent de la lutte contre notre propre patron d'abord, pour aider notre collègue, contre notre propre bourgeoisie et aussi contre l'État qui la représente. C'est seulement par ces luttes que l'on peut aider les populations des autres pays à survivre face à leurs propres gouvernements et à l'oppression économique exercée par nos chers petits pays (douillets ?). C'est vrai que mes idées la dessus semblent vieillottes mais je n'en vois pas d'autres." G.

SUITE DE LA PAGE 18

Le lendemain dans l'après-midi, nous sortons faire un petit tour. Au bas d'un chemin, ma copine me montre un hameau de grabas. Ici, me dit-elle, 28 personnes ont trouvé la mort de façon atroce, et la rumeur dit que ce sont les militaires qui ont fait le coup. Toutes les familles assassinées étaient soupçonnées d'avoir des liens plus ou moins directs avec les groupes islamistes. Au retour, nous traversons le marché d'Oran. A côté d'étalages regorgeant de produits de tous genres, s'étalait la misère des gens : des enfants qui mendiaient ; d'autres proposant - vieille pratique coloniale - de porter nos sacs ; des vielles femmes assises sur des tabourets tentant de vendre tout ce qui pouvait l'être ; des cireurs de chaussures ; des "gareurs" de voitures. Triste réalité.

Notre prochain numéro (N° 82), daté de septembre - octobre 2003 paraîtra mi-septembre 2003.
"Le Combat Syndicaliste de Midi-Pyrénées" est en vente dans les principaux kiosques de Toulouse et des environs

CAMPING DE LA CNT-AIT
CAMPING DES JEUNES LIBERTAIRES

Chaque année, les camping de la CNT-AIT comme celui des jeunes libertairtes sont l'occasion d'un temps de rencontre entre militants et sympathisants. Le choix a été fait de retenir un terrain arboré et rustique (équipement sanitaire de base) afin d'offrir un tarif compatible avec toutes les bourses. Habituellement, après le repas du soir préparé à tour de rôle, un débat a lieu sur un thème choisi par l'a.g. des campeurs. Dans la journée, chacun s'organise, seul ou en groupe comme il l'entend (promenades, baignade, débats dans la journée, initiation à des langues...).

Cette année, le camping des J.L. aura lieu du 31 juillet au 3 août, celui de la CNT-AIT du 3 au 10. Les lecteurs intéressés peuvent prendre contact dès à présent.

TOULOUSE

Pour prendre contact avec la CNT-AIT : Permanence publique, au siège du syndicat, 7 rue St Remesy, tous les samedis de 17h à 19h. Table de presse tous les dimanches au marché aux puces St Sernin à partir de 10h30.

MONTAUBAN

Pour prendre contact avec la CNT-AIT : Table de presse tous les samedis au marché Prax Paris à partir de 10h30

AFFAIRE ALEGRE : BAVURE D'ÉTAT

Les vannes sont ouvertes. Sur fond de meurtres en séries, un flot de boue monte jusqu'à donner la nausée au cœur le mieux accroché.

Disons-le tout simplement : nous ne connaissons aucun des protagonistes de l'affaire. Nous n'avons aucune entrée dans les tribunaux ni dans les salles de rédaction. Nous ne bénéficions d'aucune révélation particulière. Encore mois de détails croustillants. En aurions-nous que nous n'en voudrions pas, les détails finissent toujours par faire oublier le fond. Or, cette affaire n'est pas un "simple fait divers". C'est le fond qui est important. C'est une affaire d'État.

Des "putes" ?

Chaque fois que les médias citent les principales personnes qui témoignent, ils soulignent systématiquement qu'il s'agit de "prostituées". Ils renforcent ainsi tous ceux qui les rejettent, que ce soit le mouvement "ni putes, ni soumises", proche des socialistes, ou les éternels pères la pudeur. Ils tentent essentiellement de décrédibiliser leurs témoignages en leur accolant sans cesse l'épithète voulue salissante de prostituées. C'est une infamie. Car celles qui sont mortes, violées, torturées par des sadiques méritent le plus grand respect, et plus encore celles qui, aujourd'hui, ont l'extraordinaire courage d'apporter leur témoignage.

En les rejetant encore plus dans la clandestinité et les soumettant au bon vouloir de la police, les lois Sarkozy font le lit des futurs Alègre. Le pouvoir montre de quel côté il se place.

Hypocrites et gredins

Hommes politiques, bourgeois, trempés jusqu'au cou dans l'affaire Alègre, vous êtes des gredins. Des hypocrites qui, à grand coup de réformes du code pénal criminalisez sans cesse les actes les plus innocents et restreignez nos libertés en invoquant une "morale" dont vous vous proclamez détenteurs. Clandestinement et massivement, vous faites l'inverse de ce que vos prétendues valeurs préconisent. Contre vous, nous affirmons que chacun est libre de mener sa sexualité comme il l'entend, dès lors qu'il le fait de sa pleine volonté et sans contraindre personne. Nous affirmons que vos lois, sur ce plan là comme sur les autres, loin de protéger les plus faibles les oppriment. Nous pensons que, ce qui compte, puisque vous tenez tant à parler de morale, c'est ce qu'on fait et pas ce qu'on prêche. Sortez de nos vies privées, vous et votre morale hypocrite.

Des présumés innocents plus présumés que d'autres.

Chaque fois que le "présumé innocent" est pauvre ou de couleur, c'est un coupable potentiel que nous présentent les médias. Voyez le bagagiste d'Orly. Ou rappelez-vous, il y a un an, cette famille du Nord qui louait ses enfants à des pédophiles. Tout y est passé : déclaration des voisins, des proches de la famille, reportage sur leur cité, révélation sur leur (misérable) vie privée.... Quelle différence de traitement ici ! Nullement mis en cause publiquement, le président du CSA, l'instance nationale de censure, claque des doigts et tous les médias accourent pour enregistrer son autoplaidoirie. De quel droit ? Du droit qu'ont les maîtres des rouages de l'État ? En employant ces rouages pour se défendre, ils transforment ipso facto l'affaire Allègre en affaire d'Etat.

"L'aveuglement" des pouvoirs publics

Combien de femmes Alègre a-t-il assassinées ? Le compte est loin d'être certain. Pourquoi plusieurs de ces meurtres, contre toute évidence, ont-ils été étiquettés "suicides" par les "services compétents" ? Comment le lien entre d'aussi nombreuses morts violentes partageant autant de similitudes, n'a-t-il été fait que si tard ? Comment les pouvoirs publics ont-ils pu être si longtemps "aveugles" ?

Ces errements sont impossibles sans l'existence de solides collusions dans la police et la justice et plus généralement dans la haute société. Alègre est un assassin. Ses complices sont pires, car ils ont revêtu leurs turpitudes sous l'uniforme du pouvoir, la toge du droit, les palmes de la morale.

L'affaire Dutrou en Belgique ; en France celle des disparues de l'Yonne ou des appelés du camps de Mourmelon, diverses autres moins retentissantes mais tout aussi sinistres, mettent toutes en cause ces gens de pouvoir. A ce stade de décomposition et d'organisation mafieuse des rouages du pouvoir, l'affaire Allègre n'est ni plus ni moins qu'une bavure d'État.